

<https://journal.alternatives.ca/?MEXIQUE-LA-LUTTE-DE-CLASSE-REVIENT-AU-DEVANT-DE-LA-SCENE>



MEXIQUE : LA LUTTE DE CLASSE REVIENT AU DEVANT DE LA SCÈNE

- Journal des Alternatives - Publications - Articles et analyses - Articles de l'extérieur -



Date de mise en ligne : mardi 26 novembre 2013

Copyright © Le Journal des Alternatives - Tous droits réservés

Les attentes que le retour du PRI (Parti Révolutionnaire Institutionnel, NdT) au gouvernement signifierait un retour à la stabilité ont été déjouées. Bien que le gouvernement de Enrique Peña Nieto soit parvenu, avec le « Pacte pour le Mexique », à conclure un accord avec l'opposition pour mettre en œuvre un agenda de réformes structurelles, après huit mois de pouvoir le rejet des réformes éducatives et énergétiques ainsi que la remobilisation de la jeunesse sont en train de configurer un nouveau panorama.

Depuis la fin 2012, le vieux « dinosaure priiste » est de retour. La classe dominante et les multinationales s'étaient réjouies lorsque Peña Nieto a remporté les élections en juillet de l'année dernière. Les premiers temps du gouvernement de Enrique Peña Nieto montraient l'apparence d'un retour à la « dictature parfaite », comme avait appelé l'écrivain péruvien Mario Vargas Llosa l'ancien régime. Au cours des premiers mois de cette année, les mouvements de protestation se sont fondamentalement limités à des secteurs des enseignants, qui ont organisé des grèves et des mobilisations dans certains Etats du pays, en particulier au sud de Mexico. Le pays semblait entrer dans une nouvelle léthargie et la mobilisation de la jeunesse du mouvement « #yosoy132 » en 2012 ne semblait à peine plus qu'un coup de tonnerre dans un ciel serein.

Néanmoins, avant d'accomplir 9 mois de mandat, quelque chose a changé. Depuis le milieu du mois d'août s'est développé un nouveau processus de lutte de classe, dirigé par les enseignants [1], en protestation contre une réforme éducative finalement adoptée et promulguée. Cette réforme met un terme à la stabilité de l'emploi d'enseignant et soumet ceux-ci à des mécanismes d'évaluation qui impliquent la standardisation des méthodes et, via la décentralisation, ouvre les portes à la fin de la gratuité scolaire. La protestation enseignante s'est combinée avec d'autres processus de résistance populaire et de la jeunesse, avec notamment le réveil du mouvement étudiant universitaire.

La cause de tout ceci n'a pas été, comme on pourrait le penser, le manque d'habileté du nouveau gouvernement, et encore moins « une création des télévisions », comme l'évoquaient de nombreux commentateurs pendant la campagne électorale ; en réalité, Peña Nieto, qui avait précédemment gouverné l'Etat stratégique de Mexico, est un parfait politicien bourgeois qui combine les méthodes et les particularités du vieux « priisme » avec l'agressivité de la jeune génération de dirigeants éduqués à l'école politique néolibérale. Si on veut expliquer la situation actuelle, il faut aller plus loin : bien que le « parti tricolore » [2] a tenté de donner l'image d'un processus de changement et de « démocratisation », il n'a pas cessé d'être perçu par de larges secteurs de la population comme l'expression du vieux système politique et comme celui qui a introduit le néolibéralisme dans les années 1980 et 1990.

Si l'on ajoute à cela le fait que pendant les 12 années de pouvoir du PAN (Parti d'Action Nationale, droite conservatrice, NdT) ce parti a été le principal associé des gouvernements de Vicente Fox et de Felipe Calderón, et qu'il a eu un poids institutionnel élevé au travers du Congrès de l'Union (le Parlement fédéral, NdT) et des gouvernements d'Etats, on peut comprendre que son triomphe a représenté, pour de larges couches de la population, le retour au pouvoir du vieux système politique responsable des massacres de 1968 et 1971, contre lequel s'était dressé le premier mouvement démocratique en 1988 et ensuite l'insurrection indigène paysanne au Chiapas en 1994. Rappelons que le mouvement « #yosoy132 » a émergé au cri de « Atenco ne s'oublie pas » - en référence à la répression dirigée par le gouverneur Peña Nieto en 2006 -, préfigurant ainsi la faible légitimité du « nouveau » priisme au pouvoir.

Enfin, on ne peut pas non plus oublier que le cours ouvertement néolibéral que Peña Nieto a assumé depuis son premier jour au pouvoir n'a fait qu'attiser le mécontentement latent. Ce n'était plus qu'une question de temps pour que celui-ci se transforme en mobilisation et en protestation dans la rue.

Dans ce nouveau cadre politique convergent ainsi trois processus qui secouent le Mexique « profond ». D'une part, cela fait plusieurs années que se déploie une véritable contre-réforme sur le terrain de l'enseignement, dont la

principale expression est le paquet de mesures législatives qui vient d'être approuvé. Tout cela a éveillé la protestation d'un secteur enseignant qui a été à l'avant-garde de la lutte des classes les années précédentes. Parallèlement, la réforme énergétique proposée par Peña Nieto est perçue par de vastes secteurs de la population laborieuse et des classes moyennes comme une privatisation masquée de l'entreprise d'Etat « Petróleos Mexicanos » (PEMEX) en faveur des multinationales impérialistes, ce qui a stimulé un processus de mobilisations. Et, en troisième lieu, la répression exercée par les autorités contre les enseignants a suscité un mouvement démocratique qui réveillé le mouvement étudiant. Une nouvelle rébellion enseignante

En 2006, la révolte des enseignants de l'Etat de Oaxaca, dans le sud du pays, et leur alliance avec d'autres secteurs populaires, a mené à l'émergence de ce qu'on a connu comme « la Commune de Oaxaca » dirigée par l'Assemblée Populaire des Peuples d'Oaxaca (APPO). Bien qu'elle fut vaincue, cette expérience historique est restée comme un exemple de la lutte de classe et comme source d'inspiration pour l'un des secteurs des salariés les plus actifs dans les mouvements de protestation de ces dix dernières années.

Plus récemment, d'autres mobilisations enseignantes et étudiantes ont permis l'accumulation de forces qui a rendue possible l'éclosion des luttes de ces dernières semaines. La mobilisation enseignante actuelle a bouleversé le centre politique, économique et administratif du pays - Mexico - où une occupation permanente a rassemblé des milliers d'enseignants de différentes régions dans un conflit qui, au fil du temps, s'est généralisé à tout le pays. A la différence des processus antérieurs, elle ne s'est pas limitée à des sections du syndicat enseignant CNTE du centre et du sud du pays (voir note 1) mais a au contraire impulsé une rébellion anti-bureaucratique au sein même de ce syndicat qui a touché la majorité des Etats et dont les conséquences est encore difficile à évaluer.

On ne peut ignorer dans ce cadre l'une des caractéristiques de l'histoire mexicaine contemporaine ; à savoir le poids énorme de l'appareil syndical bureaucratique dans le mouvement ouvrier et son lien avec le PRI. Les luttes de classe les plus significatives se sont donc souvent accompagné de forts mouvements anti-bureaucratiques.

La protestation enseignante a reprise à son compte des méthodes de lutte radicales, comme le blocage des artères clés de Mexico, celui des accès à l'Aéroport International et ils ont également empêché la tenue de sessions du Congrès de l'Union pour exiger d'abord le rejet de la réforme et ensuite son abrogation. La combativité élevée de la base enseignante est également soulignée par la remise en question de la direction du SNTE. Cette base s'est opposée aux dirigeants qui cherchaient à négocier séparément au niveau des Etats à partir des revendications locales, ce qui aurait conduit à l'affaiblissement de la lutte nationale pour l'abrogation de la réforme.

Le 13 septembre dernier, l'expulsion violente de la place du Zócalo occupée par les enseignants à Mexico a stimulé un nouveau tourbillon dans la lutte de classe : un vaste mouvement démocratique et de soutien aux enseignants s'est constitué et a permis de contrecarrer la campagne médiatique contre ces derniers.

Tout cela s'inscrit dans une véritable tradition dans la lutte de classe du pays : la répression exercée par le PRI tend à susciter des processus de mobilisation démocratique qui jettent dans les rues des dizaines et des centaines de milliers de personnes provenant de différentes couches et classes sociales, comme ce fut le cas en 1994 en défense de la rébellion zapatiste ou en février 2000 afin d'exiger la libération des prisonniers politiques de l'UNAM (Université autonome de Mexico, NdT). Si Enrique Peña Nieto espérait une victoire complète qui isolerait les enseignants, le résultat est sans aucun doute une victoire à la Pyrrhus. Une fois de plus, les étudiants entrent en scène

A nouveau, si on veut évaluer l'importance de l'accumulation d'expérience, il faut rappeler que le mouvement « #yosoy132 », qui a durant de longs mois remis en question la légitimité d'un retour du PRI, était un avant goût de ce que nous voyons aujourd'hui dans les universités, à tel point que bon nombre de ceux qui surgirent alors à la vie politique sont aujourd'hui des activistes vétérans de la solidarité avec les enseignants.

Le réveil politique de cette jeunesse étudiante a mis en évidence le ras-le-bol vis-à-vis du système politique mexicain qui couvrait dans de larges couches de la société. En outre, le mouvement « #yosoy132 » a sorti la jeunesse mexicaine de sa léthargie et a inscrit explicitement son action sur les traces des jeunes du monde arabe, du Chili ou de l'Etat espagnol, avec leurs expériences de mobilisations, de barricades et de répression. Alors qu'il semblait que le mouvement étudiant était prisonnier de la passivité post-électorale, la répression du 13 septembre a tout changé.

Après une assemblée inter-universitaire bien fournie réalisée ce même jour, des milliers d'étudiants des universités publiques se sont mobilisés le dimanche 15 septembre [3]. Les jours suivants, des assemblées massives dans différentes écoles et facultés ont approuvé la grève étudiante afin de protester contre l'expulsion du Zócalo et en faveur des revendications enseignantes. Des actions dans le métro, dans les quartiers et les zones industrielles, la participation massive aux manifestations de la CNTE, ainsi que l'organisation d'assemblées et la mise sur pied d'une Assemblée Inter-universitaire, soulignent ainsi le réveil du mouvement étudiant. Celui-ci commence à reprendre des formes de lutte et d'organisation mises en oeuvre par les mouvements de 1968 et dans la grève universitaire de 1999-2000, ce qui n'avait précisément plus été vu depuis cette dernière.

Les étudiants des universités publiques agissent comme une véritable caisse de résonance des contradictions sociales. Ils expriment l'existence d'un fort mécontentement vis-à-vis du retour du PRI et de son programme politique néolibéral, ainsi qu'avec un régime politique garant des intérêts des grands capitalistes et qui perfectionne la législation et l'appareil répressifs. Ce n'est pas un hasard si la protestation étudiante a surgi contre une action policière qui, de par sa brutalité, exprime le retour des méthodes du vieux PRI.

Le rythme et la durée du réveil du mouvement étudiant ne peuvent être prédits. Ce qu'il nous importe de souligner c'est que, après de nombreuses années d'absence, il revient au devant de la scène. Le mouvement « #yosoy132 » a été l'acte de naissance d'une nouvelle génération étudiante et de la jeunesse en général au Mexique. Après le 13 septembre, il s'est réactivé à la vitesse supérieure en nourrissant un mouvement démocratique et solidaire, et en montrant à la fois une tendance à la convergence et à l'unité avec les travailleurs.

PEMEX : un bradage annoncé

Perçue avec raison par de larges secteurs de la population comme une privatisation masquée de PEMEX, la réforme énergétique proposée par Peña Nieto touche une corde hautement sensible dans un pays traité par les Etats-Unis comme son arrière-cours et qui a aggravé sa subordination économique, politique et militaire au voisin du nord.

Depuis la nationalisation pétrolière de 1938, l'entrée du capital privé dans PEMEX a toujours été réalisée avec la plus grande prudence par la classe dominante. La réforme envisagée vise à offrir des bénéfices économiques juteux aux multinationales du secteur en piétinant la tradition, encore vive, autour de la défense du caractère national des ressources naturelles.

Les fortes mobilisations contre ce projet expriment un scénario qui ne s'était plus vu depuis les manifestations de 2006 contre la fraude électorale qui avait permise à Felipe Calderón de voler la présidence au candidat de centre-gauche Andrés Manuel López Obrador. La mobilisation en défense du pétrole est dirigée par les deux principaux leaders de l'opposition bourgeoise, Cuauhtémoc Cárdenas (ancien dirigeant du Parti de la Révolution démocratique, centre-gauche) et López Obrador lui-même, qui ont organisé des manifestations séparées de la protestation enseignante en les limitant à un horizon de « résistance civile et pacifique » et en proposant des mesures telles que des « consultations populaires ».

A la différence de cette voie, et comme Trotsky le soulignait en 1938 en affirmant que la nationalisation et la lutte

pour le pétrole mexicain était l'unique mesure effective pour sauvegarder l'indépendance nationale, on peut dire qu'aujourd'hui la meilleure manière de répondre au bradage du pétrole est d'assumer une perspective radicalement opposée à la spoliation des ressources naturelles et aux capitalistes nationaux et étranger. Vers un nouveau cycle de la lutte de classe ?

Ces dernières années, le Mexique a été bouleversé par le développement de la « narco-guerre », qui a fait plus de 125.000 morts et disparus, ainsi que par le processus de militarisation qui a impliqué un perfectionnement de la terreur d'Etat contre la population. Le retour du PRI promettait un écrasement sans pitié des vieilles conquêtes de la population laborieuse. Mais les différents processus que nous avons présentés ici pourraient annoncer le prologue d'une nouvelle période.

Le prolétariat mexicain représente une puissante force sociale, parmi les plus importantes de la région, ancrée dans les services, les transports et dans une industrie moderne étroitement liée aux multinationales et à l'exportation vers les Etats-Unis, avec une force de travail concentrée et nombreuse. Ce qui permettra le réveil de l'ensemble des forces de ce géant ouvrier est sans aucun doute la clé qui permettra d'approfondir le cours actuel de la lutte de classe et d'amener de nouveaux et profonds événements révolutionnaires.

Le Mexique qui émerge aujourd'hui n'est absolument pas à l'image de celui que le néolibéralisme - en dépit de ses indubitables avancées - a voulu modeler : dans l'arrière cour de la puissance yankee, véritable paradis des multinationales s'annonce à nouveau le Mexique rebelle et profond ; celui là même qui, en déployant toutes ses forces sociales contre la classe dominante et la domination impérialiste, permettra de rendre possible, en plein XXIe siècle, la tâche de reprendre et d'achever l'oeuvre d'Emiliano Zapata.

Source :

[Ideas de Izquierda](#)

Traduction française pour Avanti4.be : Ataulfo Riera

Post-scriptum :

[1] Le Syndicat National des Travailleurs de l'Education (SNTE) est le plus grand syndicat d'Amérique latine. Sa direction a été historiquement pro-PRI mais ces dernières décennies, elle s'est associée aux gouvernements du PAN. L'une des actions de Enrique Peña Nieto a été d'emprisonner la dirigeante historique du SNTE, Elba Esther Gordillo, et de discipliner la nouvelle direction bureaucratique. D'autre part, depuis 1979, les syndicalistes enseignants dissidents ou « démocratiques » se sont majoritairement regroupés dans la Coordination Nationale des Travailleurs de l'Education (CNTE) qui, dans des Etats comme Oaxaca, est hégémonique et qui est la plus influente dans les Etats du sud-est, du centre et de l'ouest du pays. Elle constitue une force très importante dans le dit mouvement ouvrier indépendant. Tant le SNTE que la CNTE s'organisent en sections par Etats.

[2] Les principaux partis du Mexique se désignent également par les couleurs qui les distinguent ; le PRI, en tant « qu'héritier de la révolution » (de 1910, NdT) a adopté les couleurs du drapeau national, on l'appelle donc le « parti tricolore. Le PAN, c'est le « blanc et bleu », tandis que le PRD (Parti de la Révolution Démocratique, centre-gauche, NdT) est le « soleil aztèque » pour sa couleur jaune et son logo.

[3] Le prétexte de l'expulsion du Zócalo était de le « libérer » pour y réaliser la cérémonie officielle du Jour de l'Indépendance le 15 septembre, à l'occasion de laquelle le président sort sur son balcon et prononce le « cri » qui rappelle le « cri de Dolores », l'harangue avec laquelle les rebelles ont initié la guerre d'Indépendance du Mexique